

Une nouvelle fois, la prochaine rentrée semble se faire sous un horizon toujours plus obscurci. Le remaniement orchestré par le président, ayant surtout pour but de purger de ses rangs ceux qui oseraient dénoncer un rapprochement avec la droite extrême et l'extrême-droite, se fait dans une inconséquence des plus flagrantes. La nomination d'une nouvelle ministre inexpérimentée au moment même où se prépare la rentrée prochaine, et lui donnant à la fois l'Education Nationale, le plus gros des ministères, et les Sports avec l'organisation des JO, révèlent la probable passation d'une marque de fabrique déjà bien rodée : des coups de communication bruyants, de l'impréparation et de la désorganisation, et le mépris de l'avis des professionnels de l'éducation. Syndicats consultés, mais jamais écoutés. A cela s'ajoute l'affinité excessive pour l'enseignement privé catholique qui n'augure rien de bon.

Et puis, comme si cela ne suffisait pas, Jupiter distille ses bons sentiments et explique aux enseignants que tout ira mieux avec une heure de théâtre.

Qui paiera le prix de cette mascarade ? Comme d'habitude, les élèves et les personnels.

Colère et désillusion sont les sentiments qui traversent aujourd'hui les professionnels de l'Education Nationale. De nouveau. Et comme toujours.

Et pourtant, il faudrait aujourd'hui être aveugle pour ne pas voir les conséquences des suppressions de postes subies ces dernières années : ce sont près de 8 000 postes qui ont disparu depuis l'élection de Macron, alors que la population scolarisée augmentait. Retrouver le taux d'encadrement de 2006 nécessiterait ainsi près de 45 000 créations d'emplois ! Rappelons que nombres d'absences légitimes de professeurs ne sont pas remplacées, fautes de candidats disponibles.

Dès lors, tous les discours qui cherchent à nier la vérité de la politique d'austérité existante, sont à la fois contre-productifs et délétères. Que des collègues puissent avoir le sentiment, lors d'audiences, qu'on leur explique que le climat scolaire est avant tout de leur responsabilité, alors que nous gérons au quotidien les classes les plus chargées d'Europe, avec le temps de travail le plus élevé, est une gifle pour des personnels qui tiennent à bout de bras un système éducatif rationné.

En Isère, nous pourrions observer une très timide amélioration, avec une très légère amélioration du H/E, et une infime baisse du taux de HSA. Cependant, le train de réformes annoncé à marche forcée pour la deuxième année consécutive nous empêche d'en tirer une quelconque satisfaction.

La proposition de mettre en place des groupes de niveau, mesure aussi cruelle que néfaste pour les élèves ainsi stigmatisés, sera de plus nuisible à tous les élèves. En effet, l'absence de moyens apportés à ce dispositif inégalitaire va provoquer une désorganisation complète des groupes classes, absorber le peu de marge existante, et provoquer ainsi une réduction des quelques moyens qui restaient disponibles, par exemple pour les sciences ou les langues. La politique des savoirs fondamentaux va se traduire par un flétrissement de la culture générale au profit de recettes fantasmées, issues d'un temps

où la culture générale se limitait au certificat d'études. Austérité, perte de sens, ce sont ces deux fléaux qui maltraitent élèves et personnels.

En Isère, nous voyons cette année de nombreuses sollicitations de collègues en souffrance. Les demandes de temps partiel thérapeutique, de temps partiel, d'arrêt pour surmenage, ont très sensiblement augmenté. Certains et certaines ont peur de reprendre le travail.

Les causes qu'expriment les collègues sont souvent les mêmes :

- Surmenage, sensation de toujours courir après le temps, soirs et weekends, congés, et de ne pas réussir à relier leur exigence de travail de qualité pour les élèves avec les exigences de l'institution : heures supplémentaires, pacte, réunions, réformes permanentes, nouveaux programmes, évaluations, projets, intervenants, demandes de formation, inclusion d'élèves sans AESH... Le temps manque et la perte de sens est terrible.
- Dysfonctionnements de certaines équipes de direction : plusieurs établissements soulignent des situations où les équipes de direction sont soit déficientes en termes de capacité à travailler de manière collégiale en respectant les enseignants : des pratiques autoritaires émergent parfois en réaction, et dont sont victimes les collègues. Si nous comprenons bien la difficulté du métier de chef d'établissement aujourd'hui, force est de constater que dans plusieurs établissements spécifiques les collègues dénoncent des comportements délétères, alors que ces problématiques n'existent pas ailleurs. Des fiches SST sont souvent rédigées par nombre de collègue comme un cri d'alarme face à une situation sur laquelle ils voient aucune issue.
- Des exemples de plus en plus nombreux (plusieurs par an) de parents menaçant des professeurs, allant jusqu'à frôler l'agression physique ou à menacer de poursuite judiciaire. Le tragique de l'affaire réside non pas dans de quelconques fautes professionnelles mais bien dans l'absurdité des réclamations de ces parents, comme du « harcèlement » à l'encontre de leurs enfants du fait de remarques négatives ou d'évaluations ratées... Certains parents se sentent ainsi le droit d'exiger des professeurs tout et n'importe quoi, comme s'ils étaient clients. La défiance s'installant ainsi envers des familles qui deviennent alors potentiellement des sources de conflit ; la rupture du dialogue, la sensation d'être surveillé dans chaque fait et gestes qui pourraient être judiciairisés, voilà une terrible angoisse pour les enseignant.e.s qui en sont victimes. Peut-être que rappeler la nature du service public d'éducation, et revaloriser les enseignant.e.s pécuniairement et symboliquement, et respecter leur travail et leurs compétences, voilà qui permettrait d'éviter ces tristes évènements.

La mise en place de la réforme annoncée n'est pour nous que la continuité et la radicalisation d'une tendance mortifère.

En ce qui concerne l'EPS nous demandons que ce nouveau « super ministère » renforce la place de l'EPS et le rôle des activités physiques sportives et artistiques, au sein du système éducatif, nous demandons d'améliorer la qualité de la formation initiale des enseignants d'EPS, de revaloriser les enseignants et la discipline EPS au profit des élèves.

La question de l'héritage des JO de Paris dans l'Éducation (30' d'Activité Physique Quotidienne et 2 h supplémentaires de sport au collège pour les élèves éloignés de la pratique), vanter encore mardi lors de la conférence de presse du PR, suscitant insatisfaction et rejet, doit être retravaillée. Les impacts des JO de Paris dans le monde éducatif ne peuvent se satisfaire de dispositifs non-pérennes, inégalitaires et sans contenus qui n'ont pas fait leur preuve.

Révision des programmes EPS, valorisation de la discipline dans les examens, recrutements, amélioration des conditions de travail, augmentation du volume horaire d'EPS, révision de la gouvernance, du modèle sportif et économique du sport scolaire (UNSS) dont la ministre est présidente, ce formidable outil vit une crise sans précédent accusant un déficit record au terme de l'année 2023 de 12,5 millions d'euros. Dans ce contexte On ne peut que regretter la suppression des compétitions de Ski Alpin et Nordique pour cette année scolaire, suite à un conflit entre la FFS et l'UNSS, qui impacte 2500 élèves dont une très grande partie en Isère soit plus de 1000 élèves.

Pour notre département le SNEP-FSU se félicite de l'ouverture de 4 Sections Sportive Scolaire mais déplore deux fermetures dans 2 collèges classés en REP Pont de Cheruy collège le grand champ en Basket et Vienne collège Ponsard en rugby.

Tous ces sujets nécessitent des actes et sur lesquels nous avons des propositions. La question des 4 heures d'EPS sur l'ensemble de la scolarité portée par le SNEP-FSU et des acteurs de plus en plus nombreux, doit maintenant trouver sa concrétisation pour renforcer le service public de l'EPS et du sport scolaire. Il y a urgence !

La FSU rappelle son ambition d'une éducation pour toutes et tous. Pour ce faire, une seule méthode :

- Renforcer les budgets de l'école publique
- Revaloriser les enseignant.e.s
- Recruter massivement des titulaires correctement formés
- Défendre la liberté pédagogique des enseignants.

La FSU condamne les dérives réactionnaires du gouvernement portées en projet éducatif : le SNU, l'uniforme, les groupes de niveaux, la sélection à outrance sont autant de diversions qui détournent des réels problèmes qu'affronte aujourd'hui l'Education Nationale. Combattre les idées d'extrême-droite passe avant tout par une éducation solide, critique et universelle.

C'est pourquoi la FSU appelle l'ensemble des personnels à la grève le jeudi 1^{er} février pour défendre son projet d'école réellement républicaine et réellement ambitieuse.